

ELLE DEVIENDRA LE PREMIER PROMOTEUR IMMOBILIER EN MÉDITERRANÉE

Nouvel organigramme pour l'AADL

Au vu de la stature de premier promoteur immobilier au niveau de la Méditerranée qu'elle aura à acquérir prochainement, la nécessité d'un nouvel organigramme s'imposait d'elle-même pour l'Agence nationale d'amélioration et de développement du logement (AADL).

M. Kebci-Alger (Le Soir) – C'était là la réplique du ministre de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville à un sénateur qui l'interpellait ce jeudi, dans le sillage d'une séance de questions orales à la Chambre basse du Parlement, sur l'impérative décentralisation de l'établissement à travers des appendices locaux comme c'est le cas pour d'autres promoteurs tels l'OPGI ou encore l'EPLF. L'occasion pour Abdelmadjid Tebboune de faire part d'un nouveau règlement pour l'AADL défini dans le cadre du décret exécutif modifiant et complétant le décret exécutif n°148/91. Un décret

qui consacre, donc, un nouvel organigramme qui prévoit quatre vice-présidents et pas moins de 4 directions générales et 7 directions régionales autonomes. Celles-ci seront installées (2 à Alger, 2 à Annaba et à Constantine, 1 pour l'Ouest et 2 à Ouargla et à Bechar), selon la densité des programmes des logements. Aussi, selon toujours Tebboune, chaque projet aura son prêtre chef qui aura à faire son suivi du début jusqu'à la remise des clés aux bénéficiaires. Le ministre a tenu également à préciser qu'au vu de la terrible problématique foncière au niveau de la capita-



Chaque projet aura son propre chef qui aura à faire son suivi du début jusqu'à la remise des clés aux bénéficiaires, selon Abdelmadjid Tebboune.

le, les pouvoirs publics ont alors trouvé la parade en «grignotant» des parcelles dans les wilayas limitrophes Blida, Boumerdès et Tipasa dans le

cadre d'une seule et unique assiette foncière. Cependant, a tenu à rassurer Tebboune, le minutieux soin a été pris de consacrer pour chaque pro-

gramme de logements une quote-part oscillant entre 20% et 30% aux communes accueillant ces projets. Un taux dont un sénateur de Boumerdès a sollicité une «revalorisation».

Pour sa part, le ministre des Travaux publics est revenu sur le péage au niveau de l'autoroute Est-Ouest. S'exprimant en marge de cette séance, Abdelkader Kadi a affirmé que «les tarifs des péages pour le passage sur l'autoroute Est-Ouest, seront fixés sur la base d'une étude et annoncés après approbation du gouvernement». Ceci, a-t-il tenu à préciser, après «finalisation» de ce projet du siècle. Le ministre ajoutera que la tarification dont le lancement est prévu pour l'année prochaine, sera arrêtée en fonction des catégories des véhicules (véhicules touristiques, utilitaires, poids lourds et motocycles).

M. K.

ABDELWAHAB NOURI LE PROCLAME À PARTIR DE BOUIRA :

«Je ne suis pas responsable de l'importation du kiwi, de l'avocat et du chocolat»

Visiblement revigoré par le dernier Conseil des ministres où le président de la République aurait consacré une large part au secteur de l'agriculture, et au cours duquel le même président a pris la décision de lancer immédiatement la mise en valeur du million d'hectares de terre agricole en irrigué, le ministre de l'Agriculture et du Développement rural, Abdelwahab Nouri, a saisi l'occasion de sa venue ce jeudi à Bouira pour dire tout ce qu'il pense de la politique d'importation, tant des produits de large consommation que ceux relevant des produits de luxe.

Ainsi, tout au long de la conférence de presse animée en marge de sa visite, au niveau de la résidence Nassim de la wilaya, le ministre est revenu à plusieurs reprises sur la politique d'importation des produits de consommation.

Il dira, dès le début, que pour lui, les seuls produits qui valaient la peine d'être importés sont ceux classés parmi les produits de première nécessité. «Je veux parler des céréales, des légumes secs et du lait», dira-t-il sur un ton solennel, en rappelant que le secteur agricole a contribué durant l'année 2014 à hauteur de 9,8% dans le PIB et que la valeur du produit agricole pour la même année et avec une croissance annuelle des cinq dernières années de 11 %, a atteint les 2 765 milliards de dinars, soit l'équivalent de 35 milliards \$ et une facture d'importation

avoisinant les 4 milliards \$. «Vous me poserez la question : où est la différence, soit quelque 31 milliards \$? Je vous dirai qu'elle est partie dans les produits du luxe et je n'en suis pas responsable» dira-t-il encore une fois, avant de revenir sur le sujet lors d'une autre question sur la préférence du produit local, en disant qu'«il est vraiment temps d'établir une liste exhaustive des produits à importer afin que le produit local soit valorisé et mieux commercialisé, surtout en ces moments de crise pétrolière et de la chute des recettes en devises».

Cela étant, le ministre s'est largement étalé sur le million de terre agricole à mettre en valeur durant l'actuel quinquennat, qui permettra, selon lui, à l'horizon 2020 à l'Algérie d'atteindre une autosuffisance alimentaire, puisque, actuellement, l'Algérie et grâce au plan national de développement agricole et toutes les politiques agricoles appliquées jusque-là, a pu atteindre un taux de 72 % d'autosuffisance de ses produits agricoles. Un taux qui est dans la moyenne mondiale, dira-t-il en rappelant qu'aucun pays ne pourra vivre en autarcie et que même les pays les plus développés ont toujours besoin des autres pays pour tel ou tel produit à importer. Le ministre fera savoir que même si ces mises en valeur dont les études ont été achevées, et que des grands périmètres irrigués, relevant du ministère des Ressources en eau, et des moyens et petits périmètres hydrauliques, relevant du ministère de l'Agriculture, ont été identifiés et recensés, et toucheront toutes les wilayas du pays, la plus grande superficie concernant le Grand Sud. Un Grand Sud qui vient de bénéficier à la faveur du dernier Conseil des ministres pré-

sidé par le président de la République, d'un nouveau découpage avec neuf nouvelles wilayas, citant comme exemple, la daïra de Mghaïer, pôle agricole par excellence, située entre Oued Souf et Touggourt, et qui sera promue comme wilaya, au même titre que Touggourt, etc. des mises en valeur en irrigué afin d'échapper aux caprices de la nature et aux aléas climatiques qui nous ont toujours joué des tours, dira le ministre qui rappelle la chute des rendements des céréales en 2014 à cause du stress hydrique d'avril et mai de la même année. Et puisque dans ce Grand Sud, le débat est actuellement au schiste, le ministre qui a été interpellé sur ce point, rappellera simplement le dernier communiqué de la présidence où il est question d'exploration.

«L'exploitation du gaz de schiste n'est pas d'actualité» dira-t-il en rappelant concernant les manifestations que le dialogue entre toutes les parties devra être encouragé pour ne pas tomber dans les manipulations.

Rappelons que dans la wilaya de Bouira, le ministre a eu à inaugurer le Salon national de l'agriculture qui a lieu au niveau de la salle OMS Rabah-Bitat de Bouira du 29 au 31 janvier courant, avant de visiter plusieurs autres régions de la wilaya en inspectant une unité d'extraction d'huiles essentielles et de fabrication de fertilisants biologiques à Lakhdaria, le siège du parc national du Djurdjura (PND) à Bouira, où il lui a été présenté également le programme d'action de la conservation des forêts, le complexe frigorifique privé et les détails sur les capacités du froid et les perspectives de développement de cette filière à travers la wilaya, à Aïn Bessem où le ministre a pris également connaissance du

projet de réhabilitation du périmètre irrigué des Aribis sur une superficie de 2200 hectares, et enfin, à M'chédallah, région oléicole par excellence où le ministre a visité une huilerie moderne avec présentation de la filière oléicole et la campagne 2014/2015 où plus de 6 millions de litres d'huile sont attendues.

Des indicateurs tout aussi prometteurs qui ont amené le ministre, lors de la conférence de presse, à présenter la wilaya de Bouira comme l'une des plus prometteuses dans le domaine agricole et, partant, dans le nouvel essor économique et l'autosuffisance alimentaire auxquels aspire le pays.

Y. Y.

TÉLÉPHONIE

Fin du contentieux sur le dossier Djezzy

Après quatre ans de palabres, le Fonds national d'investissement (FNI) et le groupe russe Vimpelcom ont finalisé, en fin de semaine, l'opération de rachat de 51% de Djezzy contre un montant de 2,6 milliards de dollars.

Les Russes de Vimpelcom garderont le contrôle de la gestion de l'entreprise, ce qui fait de Djezzy une entité qui ne sera pas régie par le code des marchés publics.

Hier, Jo Lunder, le patron de Vimpelcom, a déclaré : «Aujourd'hui, nous sommes entrés dans une relation à long terme avec le Fonds national algérien, à travers la création d'une structure publique-privée pour la gestion de Djezzy. Avec cette nouvelle structure, Djezzy est mieux placée pour montrer la voie en Algérie». Le chef de l'exécutif a également saisi cette occasion pour rassurer les investisseurs au niveau de la Bourse de New York, en expliquant que cette opération permettra de libérer des fonds et améliorer la trésorerie. Ce qui permettra de rembourser une partie de la dette du groupe.

La Bourse new-yorkaise a bien réagi face à cette opération et l'action de Vimpelcom a enregistré une légère hausse. Le groupe russe, qui est capitalisé en Bourse à hauteur de 6.24 milliards de dollars a vu se dégrader la valeur de son action, en perdant plus de 60 % de celle-ci en l'espace de 10 mois.

La finalisation du dossier Djezzy intervient neuf mois après la signature de l'accord cadre (avril 2014) qui a mis fin à tous les litiges opposant le groupe russe au gouvernement algérien et son associé Issad Rebrab.

Par la conclusion de cet accord, le président de Djezzy Vincenzo Nesci aura accompli sa mission de normaliser les relations avec les autorités algériennes. Il faut dire aussi que cette opération permettra au leader de la téléphonie mobile de relancer son déploiement, après une année difficile passée en 2014. Le retard accusé sur le lancement de la 3G a lourdement pesé sur le bilan de l'entreprise qui devrait se ressaisir en 2015.

Mokhtar Benzaki

EN VISITE À BÉJAÏA, HOCINE NECIB, MINISTRE DES RESSOURCES EN EAU :

«Le plan quinquennal sera totalement concrétisé malgré la baisse des revenus du pays»

En visite de travail, jeudi dernier, dans la wilaya de Béjaïa, Hocine Necib, ministre des Ressources en eau, a annoncé la construction d'un nouveau barrage au nord-ouest de la wilaya, précisément à Laâzib Timizar (Adekar) et le lancement prochain d'une station de dessalement à la sortie est de Béjaïa, d'une capacité de 110 000 m³/jour. S'exprimant en marge de sa brève tournée à Béjaïa, le ministre des Ressources en eau a souligné que son secteur n'est pas concerné par les mesures d'austérité envisagées par le gouvernement et que le prochain plan quinquennal sera totalement concrétisé malgré la baisse des revenus du pays suite à la chute des prix du pétrole. «L'ensemble des projets à dimension sociale est maintenu, aucune

inquiétude à se faire», a rassuré le ministre des Ressources en eau, tout en faisant savoir que pour permettre la concrétisation de ces projets, il sera procédé à «une gestion rationnelle et une plus grande modération de la dépense publique». Précisant, à ce titre, que «certains projets non prioritaires pourraient être différés», Hocine Necib a réitéré au passage «la volonté de l'Etat de maintenir les tarifs actuels de l'eau, malgré l'importance des investissements injectés ou prévus pour faire parvenir la ressource dans tous les foyers». Parlant de la mobilisation de la ressource hydrique, le ministre des Ressources en eau, qui s'est réjoui «du niveau atteint» par l'Algérie, a mis l'accent toutefois sur la «professionnalisation» du secteur, qui doit

se mettre à niveau pour la préserver, en diminuant ses déperditions et en lui épargnant les nuisances en rapport avec le phénomène de la pollution, dit-il. Pour ce faire, un vaste «programme de réhabilitation des réseaux urbains d'AEP et d'assainissement et de création de stations d'épuration est en cours d'élaboration, avec l'objectif d'atteindre, à l'horizon 2020, zéro pollution concernant les rejets en mer», a affirmé Hocine Necib. Lors de sa visite, le ministre a arrêté un délai de six mois pour toutes les communes de Béjaïa afin de confier les services de gestion de l'eau à l'Algérienne des eaux. «Un effort sera fait pour confier la gestion de l'eau aux organismes spécialisés, notamment l'Algérienne des eaux, pour alléger les collectivités locales

d'une mission coûteuse, pour laquelle elles ne sont pas armées, et de gérer rationnellement la ressource», note le ministre des Ressources en eau tout en insistant aussi sur l'intérêt de revoir les méthodes de gestion prévalant dans les structures hydrauliques locales, et d'envisager une nouvelle perception et vision des choses. A titre d'exemple, l'exploitation du barrage de Tichy-Haft, dans la daïra de Seddouk, reprogrammée pour alimenter toutes les villes et villages de l'ouest de Béjaïa. «Il faut optimiser son exploitation», a déclaré le ministre en instruisant les responsables locaux de tout mettre en œuvre pour faire parvenir la ressource dans toutes les communes, notamment dans les zones rurales.

A. Kersani